

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE

UNL LIBRARY

7 JAN 1957

UNL COLLECTION



Distr.
LIMITEE

T/COM, 4/L.19
29 janvier 1957
FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS-
FRANCAIS

COMMUNICATION DE L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN CONCERNANT
LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil
de tutelle)

Union des Populations du Cameroun - Union of the Populations of the
Cameroons

Section Kamerunaise du Rassemblement Démocratique Africain

Bureau du Comité Directeur
Bureau of Leading Committee

P.O. Box 21 Victoria
B.P. Box 20 Bamenda

Cable Address "Unikamerun" adresse télégraphique

Kumba, le 12 janvier 1957

SJP/TM

No 0011/MOS/BCD

Objet : Transmission
Subject

Reference

A Monsieur le Président de l'Assemblée générale de l'ONU (11e session)

New-York

Monsieur,

Nous vous transmettons ci-joint les copies des lettres adressées au
Commissaire du Cameroun et au Ministre britannique des colonies, dans lesquelles

57-03752

/...

nous avons attiré leur attention sur l'éditorial du 7 janvier 1957 du quotidien "Daily Times" de Lagos; éditorial qui en appelle en fait à la répression contre l'UPC au Kamerun occidental en vue de la tension politique actuelle au Kamerun oriental.

Nous espérons qu'elles serviront votre information à toutes fins utiles.
Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Pour le Bureau du Comité directeur de
l'UPC et p.o.,

(sceau)

(Signé) Sende Jean-Paul

Chef du Service de presse de l'UPC

SJP/TM

0003/1105/

Kumba, le 11 janvier

A Son Excellence,

Le Commissaire du Cameroun

- BUEA -

Monsieur,

Editorial du "Daily Times" du 7 janvier 1957.

Nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur l'éditorial du "Daily Times" qui a paru à la cinquième page du numéro de janvier 1957 de ce journal.

Le "Daily Times" a demandé au gouvernement fédéral de surveiller les activités de l'UPC pour empêcher la propagation des troubles qui sont signalés dans le Cameroun français de l'autre côté de la frontière.

Nous sommes autorisés à déclarer au nom de l'UPC que nous considérons cette publication comme un appel à la répression de la part du Gouvernement britannique. Il n'ignore l'attitude du Gouvernement français à l'égard de l'UPC, dont il ne veut pas reconnaître qu'elle représente la force la plus importante dans le pays. Il n'ignore non plus la politique coloniale de la France, qui consiste à avoir recours à la répression et à parler d'"émeutes" chaque fois qu'un peuple a pris conscience de lui-même.

Il est donc très injuste d'attribuer à l'UPC la responsabilité des troubles qui se produisent en ce moment au Cameroun oriental.

/...

Nous avons ordonné à nos militants et à nos sympathisants de s'abstenir au cours des élections qui y ont eu lieu récemment, mais nous n'avons jamais donné pour consigne à quiconque de fomenter des troubles dans le Cameroun oriental. Au contraire, nous avons recommandé le calme le plus absolu, comme l'a signalé le quotidien parisien "Le Monde" dans son numéro du 22 décembre, où l'on peut lire en première page :

"Restez calmes, gardez votre sang-froid, évitez de tomber dans les pièges tendus par l'Administration colonialiste.

Telle est la consigne qui accompagne le mot d'ordre d'abstention diffusé par l'Union des populations du Cameroun (UPC) à trois jours des élections pour le renouvellement de l'Assemblée territoriale... ."

En réalité, ce qui se passe maintenant au Cameroun oriental, c'est que des soldats français se livrent à de nouveaux actes barbares de répression contre la population qui s'est abstenue et parce qu'elle s'est abstenue.

Nous protestons donc très vigoureusement contre la parution de ce numéro du "Daily Times" et nous répétons que nous y voyons un appel à la répression.

Cela ne veut pas dire toutefois que nous ayons quoi que ce soit à cacher. Le "Daily Times" désire que le gouvernement fédéral fasse une enquête pour savoir ce qu'il y a de vrai dans les accusations selon lesquelles l'UPC serait communiste et pour voir s'il y a là une menace à l'existence de la paix et de l'ordre. Une telle enquête ne nous fait pas peur, et, bien au contraire, nous souhaitons qu'elle ait lieu. Mais, comme vous l'avez déclaré vous-même, il n'y a aucune preuve jusqu'à présent que l'UPC soit communiste.

Nous ne voulons pas que la politique du Gouvernement britannique soit dictée par des journaux mal informés car, dans ce cas particulier, l'UPC aurait à pâtir et à payer pour des choses qu'elle n'a pas faites. Nous continuons donc à espérer que l'UPC restera un parti légal au Cameroun britannique et que la politique que vous adopterez à son égard ne dépendra pas de ce que désire tel ou tel parti ou organe politique. Ce jour-là, nul ne contestera au gouvernement le droit de prendre l'action "prompte et énergique" qu'il jugera nécessaire.

Je vous prie d'agréer, etc.

Pour le Bureau du Comité directeur de

l'UPC et p.o.,

(Signé) Sende Jean-Paul

Chef du Service de presse de l'UPC

/...

SJT/IM

0013/1403/

Kumba, le 12 janvier 1957

Refus de passeports aux pétitionnaires
de l'UPC devant se rendre aux Nations Unies
et éditorial du "Daily Times" du 7 janvier 1957

A Son Excellence
Le Secrétaire aux colonies
Colonial Office

LONDRES

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre haute considération les deux questions mentionnées ci-dessus pour que vous preniez éventuellement les mesures qui s'imposent.

1) La Quatrième Commission des Nations Unies a accepté d'entendre le représentant de la Direction de l'UPC et celui de la Section occidentale de l'UPC. Les organismes intéressés ont élu le Dr Moumié et M. Ntumazah pour les représenter au cours du débat sur le Cameroun qui doit avoir lieu à la fin du mois de janvier ou au commencement de février. Ces deux personnes ont fait des demandes de passeport, demandes que les services d'émigration de Lagos ont rejetées sous prétexte que M. Ntumazah n'est pas sujet britannique et que M. Moumié n'est pas une personne protégée par les autorités britanniques.

Il est clair cependant que M. Ntumazah est incontestablement sujet britannique du fait qu'il est né, qu'il a grandi et qu'il a toujours vécu au village de Mankon, province de Bamenda, Cameroun méridional. Nous ne voyons pas ce qu'il faut de plus pour qu'il ait la qualité de "sujet britannique".

Quant au Dr Moumié, il est originaire du Cameroun oriental, certes, mais, du fait des troubles qui s'y sont produits en mai 1955, il a cherché refuge - puis asile - au Cameroun méridional et il a acquis implicitement la qualité de personne protégée par les autorités britanniques puisqu'il a vécu ici pendant tout ce temps, que les autorités britanniques le savaient et qu'elles n'ont rien fait pour s'y opposer. C'est donc un "réfugié", au sens international du mot, et il peut à juste titre bénéficier des droits accordés aux réfugiés conformément aux dispositions du droit international. En conséquence, nous ne voyons pas pourquoi

/...

il ne serait pas considéré comme "personne protégée par les autorités britanniques", d'autant plus qu'il a payé ses impôts au Cameroun méridional pendant tout ce temps.

Nous vous prions donc d'inviter le Gouvernement fédéral de la Nigeria à reconsidérer son attitude et à délivrer des passeports au Dr Moumié et à M. Ntumazah. Notre peuple ne comprendrait pas que le régime colonial le plus libéral s'oppose à ce que nos pétitionnaires bénéficient d'un droit que leur reconnaissent la Charte ainsi que la Quatrième Commission qui les a convoqués, pour la seule raison qu'ils luttent pour l'indépendance - cette même indépendance que le même Gouvernement britannique a accordée de plein gré au Ghana.

2) Dans son éditorial du 7 janvier, le "Daily Times" de Lagos a demandé au Gouvernement fédéral de "surveiller" l'UPC pour éviter que les troubles qu'on signale actuellement au Cameroun oriental ne s'étendent dans la partie occidentale.

Nous tenons à déclarer qu'il s'agit là d'une attaque très nette contre la démocratie puisque l'existence légale de l'UPC en est directement menacée. Le journal demande qu'une enquête soit ouverte au sujet des allégations selon lesquelles l'UPC serait communiste, des accusations selon lesquelles nos chefs seraient des "fauteurs de troubles" et de l'existence d'une école où l'on enseignerait des "idées de violence". L'éditorial conclut que, si le Gouvernement fédéral constate que ces allégations contiennent une part de vérité et que de ce fait l'existence de la paix et de l'ordre est menacée, les chefs de l'UPC doivent être renvoyés "d'où ils sont venus".

Nous sommes bien certains que les allégations de ce journal sont sans fondement et, par exemple, le Commissaire du Cameroun a déclaré lui-même en 1956 qu'il n'existait jusqu'alors aucune preuve que l'UPC fût communiste. Nous ne pensons pas que le Gouvernement britannique, après avoir proclamé la légalité de l'UPC au Cameroun méridional, ait à prendre des mesures préjudiciables à ce mouvement simplement pour répondre au désir de journaux mal informés.

Nous savons en fait qu'il n'y a pas d'émeutes au Cameroun oriental; une répression sans pitié est exercée contre la population camerounaise par des contingents militaires amenés de tous les territoires voisins et de France, pour la seule raison que cette population s'est abstenue "en masse" au cours des

/...

dernières élections. Y aurait-il même des émeutes que notre responsabilité ne serait pas engagée puisque, comme le rapporte le journal parisien "Le Monde" du 22 décembre 1956, l'UPC a accompagné d'une consigne de calme son mot d'ordre d'abstention.

Nous pensons donc que votre gouvernement ne tiendra pas compte de cette déclaration et que nous continuerons à vivre dans la légalité au Cameroun occidental.

En terminant, nous demandons de nouveau que des passeports soient délivrés à nos pétitionnaires qui doivent se présenter devant la Quatrième Commission des Nations Unies.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Bureau du Comité directeur de
l'UPC et p.o.,
(Signé) SENE Jean-Paul
Chef du Service de presse de l'UPC
